

Cette jeunesse qui se radicalise

De Alixan Lavorel

Extrémisme religieux et politique, repli et crise identitaire... Sur de nombreux points, une partie de la jeunesse française semble au moins perdue, au pire en train de se radicaliser, rendant impossible toute une partie des débats dans notre pays. À moins de trois mois de l'élection présidentielle et au sortir d'une crise épidémique ayant frappé de plein fouet les jeunes, radioscopie d'une jeunesse française en risque de dérive extrémiste.

« *La jeunesse est à l'image de notre société : fracturée, fragmentée, émietlée* ». Ce sont par ces mots que Michel Fize, sociologue et auteur, décrit notre jeunesse en ce début d'année 2022. L'auteur de « *Radicalisation de la jeunesse : La montée des extrêmes* » (éd. Eyrolles, 2016), dresse un portrait inquiétant des jeunes Français d'aujourd'hui, coincés entre résignation et extrémisme : « *Il y a autant de situations qu'il n'y a d'individus. Cela va donc du très résigné au très révolté* », explique le sociologue : « *La jeunesse me paraît insaisissable et invisible. Comme si elle avait perdu cette envie de faire parler d'elle. Nous avons connu de nombreux mouvements étudiants depuis mai 1968. Là, on a l'impression de faire face à une jeunesse insipide, résignée et qui ne se bat plus pour ses droits. Il faut le dire, c'est la génération qui est née avec la crise – économique et sociale –, donc il n'y a plus dans une partie de la jeunesse aujourd'hui le sentiment de devoir combattre le mauvais sort qu'on lui fait subir depuis des décennies* », constate Michel Fize. Des jeunes aux situations bien différentes, donc, qui ne semblent pas intéresser les hommes et les femmes politiques – en dehors des années électorales –, et qui font pourtant face à de réels problèmes dans leur vie du quotidien : « *Les décisions politiques prennent de moins en moins en compte les jeunes. Car de fait, elles reflètent une participation électorale boudée par une partie de la jeunesse* », explique Tom Chevalier, chercheur au CNRS et spécialiste des questions de jeunesse et d'éducation. Détournés des urnes, certes, mais pas totalement de la vie de la société. En effet, si nombre de jeunes se sentent aujourd'hui complètement en décalage par rapport au système démocratique « classique », d'autres formes d'expressions s'organisent. « *Il y a très peu de choses qui sont mises en place par l'État en France pour contrer ce phénomène d'abstention de la jeunesse. Ce que montrent les chercheurs, c'est que l'on fait de toute façon face à un changement générationnel* », selon Tom Chevalier : « *Les jeunes générations ont des nouvelles conceptions de la citoyenneté et de la démocratie qui débordent sur le vote. Les jeunes trouvent que la participation aux élections est une vision très restrictive de la démocratie. En réalité, ils en ont une approche beaucoup plus large, non-conventionnelle, qui inclue certes la participation directe aux scrutins, mais aussi les manifestations ou les boycotts. Il y a donc un vrai changement de valeurs et une inadéquation entre la demande des jeunes citoyens et l'offre des hommes politiques* ».

« La jeunesse radicalisée n'est pas majoritaire »

La quête de cette nouvelle écoute pour une jeunesse en détresse n'est-elle pas en train de prendre un chemin dangereux pour le futur de notre pays ? « *Les niveaux de défiance à l'égard de la politique et des institutions sont assez forts en France. Mais on a sur cet élément des différences notables entre les jeunes de différents pays. En France, il y a une familiarisation de l'action publique, où les jeunes sont vus comme des enfants* » analyse Tom Chevalier. Il poursuit : « *L'un des symboles significatifs,*

c'est que nous sommes l'un des seuls pays d'Europe à octroyer une aide comme le RSA à l'âge de 25 ans, contre 18 ans chez la plupart de nos voisins. Cela veut dire que l'État ne fait pas confiance aux jeunes en ne les reconnaissant pas comme des adultes. En retour, les jeunes n'ont pas confiance dans un État qui les infantilise ».

L'envie profonde de changement ressentie par la jeunesse a toutefois une conséquence malheureuse chez toute une partie d'entre eux : elle les pousse petit à petit dans les bras d'extrémismes en tout genre. Une analyse d'autant plus plausible et effrayante lorsque, selon une enquête de l'Ifop publiée en octobre dernier, 23% des 18-30 ans ne condamnent pas, voire partagent les motivations du tueur de Samuel Paty. *« On peut analyser différentes formes de radicalisations de la jeunesse française. Notamment, il est vrai, via le prisme de l'islamisme »,* reconnaît Michel Fize. *« On ne connaît pas précisément le nombre de jeunes qui souhaitent épouser davantage les lois islamiques que celles de la République. Ce qui est intéressant de voir, c'est que chacun a besoin – notamment les plus jeunes – d'une identité. Celle-ci passe souvent par le travail qui vous situe socialement après les études. Avec les difficultés que nous connaissons aujourd'hui au niveau de l'emploi de la jeunesse, un certain nombre d'individus se tournent vers des identités de substitution « clés en main ». J'entends par là une identification simple et binaire – mécréant et fidèle, bien et mal – facile à comprendre et donc à y adhérer, comme l'islamisme »,* explique le sociologue. Rappelons également que l'Ifop et la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (LICRA) ont dévoilé une nouvelle enquête, publiée en décembre 2021, dans laquelle 40 % des lycéens estimaient que *« les normes et règles de leur religion sont plus importantes que les lois de la République. De plus, les élèves musulmans se distinguent eux-mêmes des autres élèves par un niveau d'adhésion massif à cette idée (65 %) »,* selon l'étude.

Dans un tout autre domaine, on remarque aussi une forme de *« radicalisation politique extrémiste »* chez une partie de la jeunesse selon le sociologue, observable avec *« un groupe de jeunes, plutôt issus du milieu populaire engagé derrière le RN, un groupe plus favorisé et diplômé engagé derrière Jean-Luc Mélenchon, et d'autres encore qui sont derrière Éric Zemmour. Il est difficile d'évaluer leur véritable importance, car leur présence médiatique massive a tendance à gonfler cette impression »,* selon le spécialiste Michel Fize. Toutefois, le sociologue se veut réaliste quant à la réelle radicalisation de nos jeunes concitoyens : *« La jeunesse radicalisée n'est pas majoritaire, que ce soit sur le plan religieux ou politique, d'autant moins dans la situation actuelle où les jeunes sont rarement politiquement engagés ».*

La tentation « woke »

Le milieu universitaire échappe cependant à ce défaut de politisation. Dans cet univers, chercheurs et étudiants sont de plus en plus tentés par un mode plus sournois de radicalisation, celui du mouvement *« woke »*, comme le précisait Emmanuelle Hénin, professeur de littérature française et spécialiste du sujet (1) : *« L'engouement des intellectuels est lié d'abord à l'effondrement du marxisme : ces théories fournissent à la gauche radicale une idéologie de substitution. Les chercheurs, en France, sont majoritairement de gauche. On retrouve en effet la matrice marxiste de la domination chez les woke, où le critère de la classe est remplacé par ceux de « race », de « genre » et d'orientation sexuelle ».* Toujours plus présents dans les campus - d'abord outre-Atlantique, puis désormais en Europe et en France -, la *cancel culture* ou les mouvements *woke* restent pourtant à l'état d'embryon auprès du grand public. Selon une étude publiée par l'Ifop en mars dernier, la pensée *« woke »* atteindrait à peine les 14% de notoriété en France, alors que seulement 6% de Français savaient effectivement de quoi il s'agissait. Il faut peut-être y reconnaître l'adage selon lequel les petits chiens sont ceux qui aboient le plus fort... Mais il est vrai aussi que ces mouvements implantés essentiellement dans les universités touchent forcément d'abord les jeunes.

« Mollassonne » pour les uns, *« extrémiste »* pour les autres. Totalement absente du débat démocratique et pourtant désignée comme cible de choix pour les politiques en recherche de voix électorales, le paradoxe de la jeunesse française n'a pas fini de faire parler. Une jeunesse qui semble plus que jamais fragmentée, divisée et cherchant tant bien que mal un modèle, une identité, une aide lui offrant une porte

de sortie de ces crises permanentes qui l'ont frappée ces dernières décennies. À 80 jours du premier tour du scrutin présidentielle, et si l'on s'intéressait réellement aux problèmes de la jeunesse, et donc au futur de notre pays ?

(1) Emmanuelle Hénin est co-organisatrice du colloque « Après la déconstruction : reconstruire les sciences et la culture », qui s'est tenu les 7 et 8 janvier derniers au Collège de philosophie de la Sorbonne.